

Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Relation aux usagers

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Véronique BRUNET.

Recensement de la Population 2021 - Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes - Approbation

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de la commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2017, publié le 1^{er} janvier 2020, est de 288 600 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débiteront le jeudi 21 janvier 2021 et se termineront courant mars 2021, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2021 étant estimé à environ 13 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 70 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer leurs fonctions et être désignés en cette qualité par arrêté municipal.
Il est proposé de rémunérer chaque demi-journée 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 60 €. Dans le cas où le travail de l'agent recenseur serait partiellement réalisé, la tournée de reconnaissance serait rémunérée à hauteur de 30 €. Si ce travail n'est pas réalisé, il est proposé qu'il ne soit pas rémunéré et que l'agent soit remplacé.

3- La rémunération de la collecte :

● Le tarif de base des documents collectés par l'agent recenseur dans les termes de la délibération du 27/11/03 :

- Feuille de Logement : 0,24 €
- Bulletin Individuel : 0,40 €

● La prime de résultat :

Elle s'ajoute au tarif de base dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant. Il est proposé d'augmenter de 0,01 € le montant de la prime concernant la feuille de logement et le bulletin individuel, comme il est de coutume chaque année depuis la mise en place du recensement annuel de la population.

- Feuille de Logement : 1,45 €
- Bulletin Individuel : 1,43 €

4- L'indemnisation du coût des transports :

Lors de la campagne de recensement, l'agent recenseur est amené à se déplacer par ses propres moyens sur un secteur pouvant parfois être très vaste. Aussi, il est proposé une indemnité de transports visant à compenser en partie les frais de déplacement et stationnement à hauteur de 60 €.

5- La prime compensatoire :

Cette prime vise à compenser le taux d'occupation par logement plus faible dans certains quartiers. Cette situation implique un nombre de passages plus élevé par l'agent recenseur pour recenser les habitants, ainsi qu'une rémunération plus faible puisque fonction du nombre d'habitants par logement. Il est proposé que le montant de cette prime compensatoire soit de 100 €. Cette prime ne serait versée que si l'agent recenseur va au terme de sa mission et aux agents affectés à des zones au taux d'occupation moyen par logement inférieur à celui de la ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 70 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération susvisée ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, sur tout chapitre concerné ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-137253-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.